



Allocution
de M. Jacques Krabal
Député de la République française
Secrétaire général parlementaire
de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

13^e Session plénière de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée
(APM)

21-22 février 2019 – Belgrade (Serbie)

Monsieur le Président de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée

Monsieur le Secrétaire général

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Chers collègues,

C'est la première fois que le Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'adresse devant votre assemblée. Je veux d'abord exprimer toute ma gratitude au Président de l'APM, M. Pedro Roque, et au Vice-Président de l'Assemblée nationale de la République de Serbie, M. Véroľjub Arsic, de me permettre de m'exprimer devant vous. Permettez-moi de saluer particulièrement les collègues membres de l'APF, 16 pays sur les 29 qui composent votre assemblée.

C'est avec plaisir que je me retrouve, ici, à Belgrade, chez vous, la terre de mes ancêtres pour la deuxième fois en quelques mois. Sachez que nos rencontres de décembre seront couronnées de succès puisqu'avec la qualité du dossier de la section serbe de l'APF, le parlement serbe devrait devenir prochainement membre associé de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Vous serait-il possible de transmettre notre amitié et remerciements à la présidente de la section serbe de l'APF, **Jadranka Jovanović**, et au secrétaire administratif, **Veljko Racković** qui portent avec enthousiasme les valeurs de la Francophonie et de ce pays.

Mais au-delà du plaisir que j'éprouve d'être parmi vous, je veux vous dire en début de propos la nécessité, je pense, que nous devrions davantage travailler ensemble. Vos préoccupations et objectifs rejoignent celle de notre Assemblée parlementaire de la Francophonie. Et mon appel à plus de coopérations prend ici, en Serbie, tout son sens. L'Histoire de ce pays s'inscrit dans « l'histoire complexe et tourmentée de l'Europe » mais aussi de la Méditerranée. Ne l'oublions pas.

Nous percevons tous que nous assistons à une nouvelle conception du monde et de nouvelles représentations sociales et politiques.

Et nous tremblons tous devant ces nœuds de violences, ces discours haineux d'un temps que nous pensions révolus. Le monde est à la croisée des chemins. Les repères d'hier, que l'on croyait immuables, figés dans le marbre, volent en éclat.

Comme l'écrivait déjà dans les années 1920 le théoricien italien Antonio Gramsci, « *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres* ».

Aujourd'hui, aucun pays, aucun continent si vaste, si peuplé, si riche soit-il, ne peut se prévaloir d'être à l'abri de crises politiques, économiques ou sociales.

Aucun pays ne peut se prévaloir de protéger à lui seul ses conditions de vie, sa sécurité, sa prospérité et même son modèle social.

Nous sommes tous interdépendants.

Cet état d'esprit, c'est l'essence même de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie qui a donné corps à la pensée de Léopold Sédar Senghor : **La langue française** et ses valeurs universelles d'une part, **la politique multilatérale**, d'autre part.

Nos deux assemblées sont nées d'une spécificité. La vôtre, autour de la Méditerranée est géographique, politique et culturelle. Et pour nous, c'est la langue française qui nous rassemble, mais c'est aussi le plurilinguisme qui est à l'honneur dans la Francophonie. Et le plurilinguisme, vous le faites vivre aussi, ici, dans votre assemblée, comme j'ai pu le constater. Ce sont vos racines ! Le Secrétaire général parlementaire que je suis tient à vous remercier de votre démarche qui s'appuie sur la diversité culturelle qui est un marqueur de l'espace méditerranéen.

Nos deux institutions mettent en place également un dialogue interparlementaire permanent pour mieux prendre en compte nos spécificités. Cette volonté de discussion, j'ai pu le vérifier au cours de vos débats riches, enlevés et sincères. Oui, discuter est indispensable pour faire vivre la démocratie. Mais discuter pas seulement avec celui qui partage mon avis, mais discuter surtout avec ceux qui peuvent avoir un avis différent parce que la démocratie ce n'est pas parler entre soi mais c'est s'ouvrir aux autres.

Et c'est ce que nous devons mettre en œuvre avec d'autres assemblées interparlementaires pour confronter nos points de vues et renforcer notre coopération encore avec plus de succès pour œuvrer en faveur de la paix, du développement économique, social et environnemental. C'est sur ces défis que nous devons travailler ensemble.

Pour votre information, je me permets de vous citer ici les 3 orientations stratégiques de l'APF pour qu'elle soit une assemblée plus politique.

1. Le développement d'un espace culturel, innovant, dynamique ;

2. Le renforcement de la démocratie et des droits.

3. Le développement d'un espace économique inclusif et durable ;

Et celui-ci a été co-construit avec nos 87 sections et mis à disposition de nos opérateurs. Il est encore possible de l'amender avant validation en juillet à Abidjan. Nous vous le ferons parvenir et n'hésitez pas à nous faire de vos remarques.

Parce que si nous établissions une synergie d'actions pour répondre collectivement à ce monde en plein bouleversement démographique, environnemental, économique et géopolitique, nous pourrions ainsi être encore plus efficaces. Quelques exemples :

- Paix et lutte contre le terrorisme

Compte tenu de vos engagements et du soutien de l'ONU sur ces sujets, nous avons besoin de vous. A quelques mois de la prochaine conférence de révision pour le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 2020, l'APF a lancé, pas plus tard qu'hier **une campagne internationale et multilatérale** pour l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) au siège de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), à Vienne et en présence de son Secrétaire général exécutif, le Dr Lassina Zerbo.

Pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme, nous sommes engagés dans le cadre du comité interparlementaire G5 Sahel où nous associons sécurité et développement. J'ai entendu les remarques des pays de la région.

Là encore, il serait nécessaire de se rapprocher pour coordonner nos actions. Et je partage votre point de vue que la victoire contre Daesh en Irak et en Syrie, non seulement ne débouchera pas sur la paix au Proche et Moyen Orient, mais encore que cette victoire est relative et qu'elle ne fait pas baisser la garde. Et il ne doit pas avoir de complaisance avec les terroristes établis. Je vous propose que sur ce sujet, nous puissions échanger rapidement.

Il en est de même pour les sujets tels que le **réchauffement climatique, l'environnement, la biodiversité ou les crises migratoires.**

Autres grands défis qui doit nous mobiliser : **le développement économique, la lutte contre la faim, le chômage, le commerce.** Là encore unissons nos efforts.

Et puis concernant **les droits de l'Homme**, échangeons nos bonnes pratiques : parité, égalité femme-homme, éducation pour toutes les femmes, lutte contre les discriminations, mais aussi bien évidemment je voudrais vous parler des enfants sans identité. Aujourd'hui 230 millions d'enfants n'ont pas d'identité. On les appelle les enfants fantômes. C'est un scandale. La constitution fiable et pérenne des registres d'état civil doit être une pierre angulaire de notre travail, car elle permet aussi la constitution de fichiers électoraux fiables qui sont le fondement des démocraties et la base des élections.

Comme nous le savons, la démocratie repose sur le parlementarisme et nous savons bien qu'aujourd'hui, de par le monde, la démocratie représentative est malmenée. Nous devons savoir faire évoluer la démocratie. Je veux rappeler que ce système est le seul qui s'oppose aux pouvoirs autoritaires. Pour que les peuples retrouvent confiance en leurs représentants et en l'avenir, nous devons mieux prendre en compte ses attentes.

Pour cela, nous, parlementaires, ne devons jamais oublier que si nous sommes dépendants d'un exécutif, nous devons d'abord représenter les peuples. C'est peut-être ce que nous avons oublié dans nos parlements. Réhabiliter le rôle des parlements et donc des députés et sénateurs est d'abord nécessaire pour donner encore plus de force à l'action interparlementaire.

Deux principes doivent nous guider également : l'éthique et la transparence. C'est ce que nous demande nos populations. C'est ce que commande le sens de l'histoire. C'est pourquoi avec la montée du nationalisme, des égoïsmes nationaux, du repli sur soi, je suis convaincu que nos assemblées interparlementaires devraient être la réponse à ce monde qui doute.

Au delà de cet interparlementarisme, ce sont donc des coopérations « multipartenariales » que nous devons mettre en œuvre. Des coopérations qui associent, tout à la fois, les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, les organisations internationales et régionales, les agences de développement, le secteur public et le secteur privé, les ONG, les acteurs du monde de l'entreprise et de la finance. C'est ainsi que nous replacerons les politiques nationales dans un espace internationale pour mieux réaffirmer la place prépondérante de la relation humaine. Les coopérations multilatérales sont indispensables pour éviter que le monde se divise toujours au profit du plus fort.

N'oublions pas que pour pouvoir espérer vivre ensemble, nous devons d'abord agir ensemble. Alors renforçons nos coopérations sans plus tarder.

C'est le défi qui est le nôtre et que nous devons relever solidairement et collectivement. C'est ce que je suis venu vous dire. Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin. Montrons qu'il vaut mieux construire des ponts que d'ériger des murs. C'est ce que je vous propose de réaliser entre nos deux assemblées.

Vive l'APF ! Vive l'APM !

Je vous remercie.